

LE DÉBAT SCIENTIFIQUE : LA PREUVE PAR LE PROFESSEUR RAOULT

Guy Lapostolle
Professeur d'Université
Université de Lorraine

Béatrice Mabilon-Bonfils
Professeure d'Université
Directrice du laboratoire BONHEURS CY PARIS université
g

Vous vous attendiez sûrement à ce que cet article dévoile quelques éléments croustillants au sujet du fameux professeur, de sa vie, de son œuvre scientifique. Il n'en sera rien ! Enfin, presque rien ! Le feuilleton médiatique qui vient de nous être offert au début d'année 2020, alors que l'épidémie de COVID-19 sévit, interroge sur le fond les motifs qui ont opposé le scientifique renommé à ses pairs. Les personnages ont leur importance. Rien de tels que des noms qui ont été martelés à longueur d'émission télé pour attirer l'attention du lecteur.

S'il y a bien une question que la pandémie a mis à l'ordre du jour, c'est le rapport entre science et politique mais aussi la définition même de ce qu'est une science. Evidemment nous ne prenons pas ici position sur le traitement le plus efficace contre la Covid19, nous n'avons pas de compétence en la matière. Reprenons la chronologie des événements.

Les épisodes sont bien balisés.

Le professeur Raoult propose un protocole clinique de traitement des malades dès le début de l'infection par une bi-thérapie (de la chloroquine donnée en bi-thérapie avec de l'azithromycine) au regard de son expertise d'infectiologue. Il refuse d'appliquer un protocole en double aveugle sur des tests randomisés. Il choisit une simple étude de cohorte observationnelle. Il argue que dans un cadre contrôlé les bénéfices attendus du traitement l'emporteront sur les effets secondaires potentiels. Il précise que dans l'urgence son rôle de médecin soignant et son expertise scientifique justifient sa prescription mais surtout que déontologiquement il ne voit pas au nom de quoi il peut décider les malades bénéficieront du traitement et ceux qui n'en bénéficieront pas. Peut-on utiliser un placebo dans une situation d'urgence pour une maladie pouvant être mortelle? A l'inverse, beaucoup de ses confrères refusent ce traitement attendant une étude scientifique éventuelle pour justifier de cette prescription.

Le 22 mai dernier, la revue médicale britannique "The Lancet", réputée comme une des plus sérieuses des revues scientifiques au monde, publie une étude sur les méfaits de l'hydroxychloroquine pour soigner la COVID-19. Dans la foulée, le gouvernement français décide de ne plus autoriser la prescription de cette dernière contre la Covid-19, hors essais cliniques. Quelques jours après, trois des quatre auteurs de cet article se rétractent, la question de traçabilité des données se pose. Comment est-ce possible ?

Ce que ce feuilleton révèle d'abord au citoyen, c'est le fait que les scientifiques ne sont pas toujours d'accord. Ils luttent entre eux pour imposer leur vérité. C'est même la règle de la recherche scientifique : une lutte sans merci, à base de notoriété et de pouvoir. Est-elle équitable ?

Le propre d'une connaissance scientifique bien sûr est qu'elle soit discutée, débattue, soumise à la critique des membres de la cité scientifique. Il convient que ce soient des scientifiques compétents qui débattent de la validité de la connaissance. Or les chercheurs en présence n'ont pas les mêmes visées pour les connaissances qu'ils s'efforcent de produire. Ils n'ont pas non plus les mêmes manières de faire ou méthodes pour produire les connaissances. Quand le chercheur de laboratoire veut administrer la preuve qu'une molécule est efficace, il doit faire des essais en double aveugle, avec placebo. Certains

malades ne recevront pas le traitement. Le clinicien, quant à lui, face à des malades, progresse dans la connaissance au fur et à mesure qu'il parvient - ou non - à soigner les malades. Il y a donc bien en l'occurrence deux grandes catégories de vérités pour les scientifiques en présence, tout comme il y a deux grandes méthodes pour conquérir ces vérités. Cela n'exclut pas qu'à l'intérieur de ces catégories ou entre ces catégories des désaccords et des débats soient présents. Ils sont constitutifs du processus de validation de la connaissance.

Pour autant, si ces débats se déroulent au sein de la cité scientifique, entre des spécialistes compétents, ils sont largement relayés dans l'espace public, notamment par la presse. De simples citoyens ou encore des responsables politiques prennent parti pour les positions de tel scientifique ou de tel autre, à partir de critères qui ne sont pas ceux de la science. Alors à leur manière ils influencent les recherches, les conditions dans lesquelles elles se construisent. La frontière entre la science et la politique ou la société n'est plus si stricte. La porosité de cette frontière devient même criante. Il faut se rendre à l'évidence : la connaissance scientifique est construite selon des critères qui ne sont pas et n'ont jamais été exclusivement ceux de la science. Akrich, Callon et Latour, Stengers, sociologues des sciences, l'ont déjà montré : les connaissances scientifiques qui ont triomphé dans l'histoire doivent leur triomphe tout autant à l'intérêt qui leur a été porté par les acteurs potentiellement impactés par ces connaissances qu'à leur valeur intrinsèquement épistémologique. Au sein même des laboratoires de recherche, les rapports de pouvoir impactent qui est recruté, quels objets de recherche sont légitimes, quelle part de budget obtient tel ou tel projet de recherche.

Les scientifiques le savent bien, même s'ils revendiquent toujours haut et fort leur nécessaire indépendance à l'égard de toute pression sociale et politique. Les connaissances qu'ils produisent seront d'autant plus respectables qu'elles ne seront pas contaminées par des intérêts autres que la stricte volonté de savoir. Ils ne cessent de le répéter dans les médias. Il en va de leur autorité !

Mais l'ardeur qu'ils déploient pour contrôler l'information contraste avec cette revendication d'autonomie ou d'indépendance. Pour ou contre Raoult, ils s'efforcent de convaincre une opinion qui pèsera sur les conditions dans lesquelles ils vont produire des connaissances scientifiques. Pour être un bon scientifique qui travaille dans de bonnes conditions, il faut un vrai savoir-faire, mais il faut aussi le faire savoir. D'ailleurs, la plupart des chercheurs, les responsables notamment de laboratoires ou de programmes de recherche, vous le diront : ils passent une grande partie de leur temps à faire des dossiers, à monter des projets pour toucher des subventions grâce auxquelles ils pourront monter des protocoles de recherches parfois très coûteux. Il s'agit d'attirer l'argent public ou privé.

En somme, les scientifiques doivent concilier l'autonomie nécessaire à la bonne conduite de leur travail quotidien et le fait de montrer ce que la société aurait à gagner si elle les soutenait matériellement. Les connaissances qu'ils produiront dépendront de l'issue de la lutte qu'ils mènent pour s'imposer dans le champ scientifique. Et la domination de ce vaste champ de bataille, dépendra sans aucun doute de la capacité à convaincre l'opinion politique et les acteurs politiques.

Que de combats, que de stratégies, que de ruses déployées pour parvenir à cette si louable fin : produire des connaissances scientifiques dans le but ultime de savoir et en l'occurrence de soigner ! Le risque n'est alors pas négligeable de se perdre en chemin, de s'engluer dans cette bataille énergivore et de voir le but toujours s'éloigner.